

## Niger : pays en grève

vendredi 8 février 2008, par [MATHIEU Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 14 avril 2005).

**Depuis le 14 mars 2005, un mouvement social historique s'est développé au Niger contre l'augmentation de la TVA sur les produits de première nécessité. La revue « Afrique XXI » [1] lance une campagne de solidarité.**

Le 14 mars 2005, conformément aux exigences du FMI et de la Banque mondiale, le gouvernement nigérien a décidé d'élargir une TVA de 19 % aux produits de première nécessité (lait, thé, farine, huile, eau, électricité...). Cette taxe étouffe les onze millions de Nigériens, dont 60 % vivent avec moins d'un dollar par jour. Et les prix du mil et du riz ont augmenté de 50 %. En réaction, la population nigérienne, soutenue par les mouvements sociaux, est entrée en résistance : manifestation de 150 000 personnes à Niamey, la capitale, le 15 mars ; opérations villes mortes dans les grandes villes le 22 mars, meeting le 31 et grève le 9 avril.

Les responsables politiques ont tenté de justifier ces choix politiques, destructeurs d'un point de vue social et humain, au nom d'une mondialisation inéluctable. Face à cette mobilisation historique associant toutes les couches de la population, le gouvernement n'a pas trouvé d'autres réponses que l'arrestation des responsables des mouvements sociaux, sans mandats et au détriment des principes démocratiques élémentaires. Morou Amadou, Nouhou Arzika, Kassoum Issa, Moustapha Kadi, responsables de la Coalition équité contre la vie chère, ainsi que Moussa Tchangari, responsable d'Alternatives espace citoyen, ont été mis sous les verrous, puis relâchés, mais toujours accusés de complot contre la sécurité de l'État. Le gouvernement nigérien préfère s'aligner sur les politiques néolibérales préconisées par les gouvernements et institutions du Nord, plutôt que d'écouter les revendications légitimes de sa population.

Le principal syndicat du Burkina-Faso, la CGT-B, a apporté son soutien au mouvement, ainsi que des partis d'opposition de la région, notamment du Mali et du Bénin. Rappelons que le gouvernement français soutient celui du Niger. Notamment parce que, dans ce pays, la Cogema extrait la moitié de l'uranium utilisé dans les centrales nucléaires françaises. Dans les mines sous contrôle français au Niger, la détection des radiations et les contrôles sanitaires sont inexistants. La main-d'œuvre reste totalement ignorante des effets de l'exploitation minière. Le néocolonialisme de l'Etat français permet d'assurer une « indépendance énergétique » au prix du « tout nucléaire », et à la Cogema de tirer d'énormes bénéfices, tandis que la population vit dans une pauvreté accrue.

Aussi, la solidarité des syndicalistes français est indispensable vis-à-vis de ce mouvement social. Les protestations peuvent être envoyées directement au siège de la présidence de la République du Niger, par fax, au (227) 72 33 96. La revue *Afrique XXI* lance un appel à soutenir le mouvement autour de quatre revendications : la libération définitive des personnes interpellées et l'arrêt des poursuites ; l'abandon des politiques d'ajustement structurel ; l'annulation de la dette extérieure publique du Niger ; la satisfaction des revendications légitimes du peuple nigérien. Cet appel peut être signé par des individus comme des associations ou des syndicats, et envoyé à mailto: [afrique21@altern.org](mailto:afrique21@altern.org), et il peut servir à fédérer les réactions de protestation en France.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2107, 14/04/2005

---

## **Notes**

[1] La revue *Afrique XXI* a pour objectif de se faire l'écho d'analyses, d'informations et d'initiatives d'organisations associatives et syndicales qui luttent afin d'obtenir une réelle alternative pour les peuples africains. Son comité de rédaction est composé d'associations, de syndicats et de personnes qui partagent ces objectifs. *Afrique XXI*, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, tél : 01 43 72 09 54